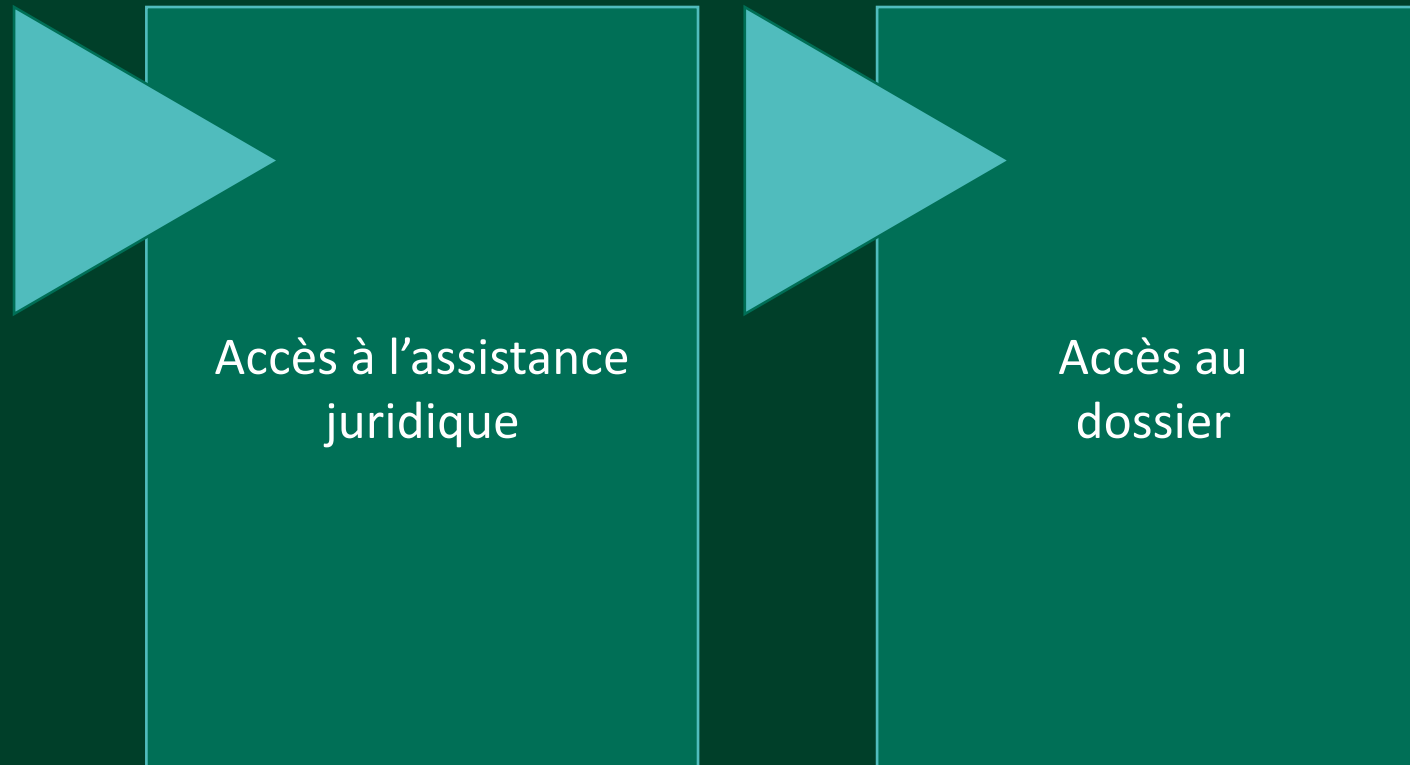


# Obstacles à l'utilisation de mesures alternatives

Le rôle de la défense et le manque de mise en œuvre de garanties procédurales dans les procédures transfrontalières

# Le manque de mise en œuvre de garanties procédurales dans les procédures transfrontalières



## Le recours aux mesures alternatives au MAE

toutes exprimées comme des mesures facultatives que les autorités « peuvent » employer.

Autorités font preuve d'une grande **discrétion** pour décider de mettre en œuvre une telle mesure...

*Une bonne pratique ? La charge de plaider en faveur d'une mesure alternative ou d'une remise en liberté incombe-t-elle à la défense plutôt qu'à l'accusation ?*



L'étude de FairTrial montre que les **autorités judiciaires des États membres** attendent des **avocats** qu'ils plaident en **faveur** d'une mesure alternative au lieu d'un MAE.

# Le recours aux mesures alternatives au MAE, Dans les mains de la défense...



- ☐ Il appartient aux avocats de plaider contre la détention provisoire et d'argumenter en faveur de l'imposition d'une mesure alternative ou de la libération.
- ☐ Les avocats doivent être en mesure de proposer et d'argumenter en faveur d'alternatives individualisées.



**MAIS**

Le premier obstacle du recours à des mesures alternatives est le manque de connaissances des praticiens

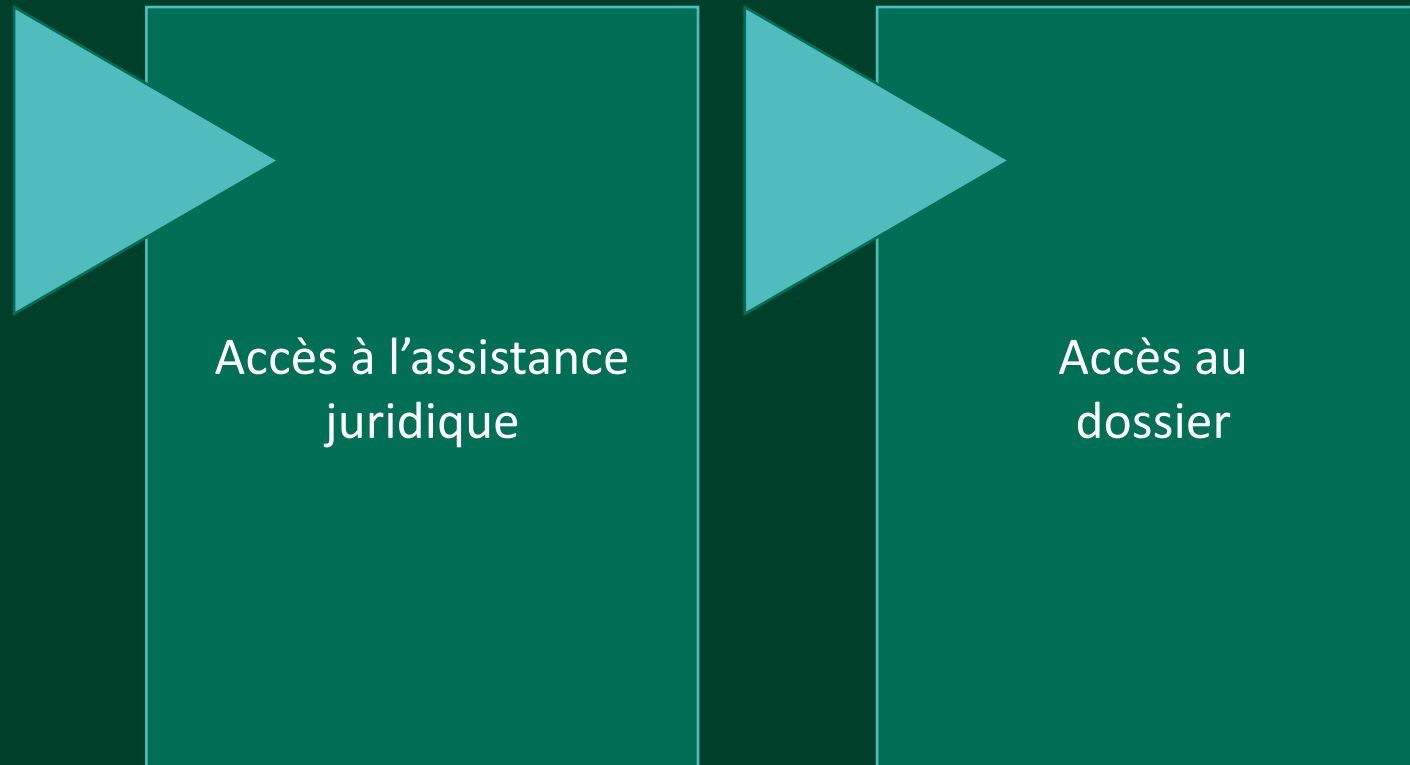
# Droits procéduraux dans les procédures transfrontalières

- ❑ Dans un contexte transfrontalier, cela signifie qu'il doit y avoir des garanties procédurales visant à ce qu'une personne soit en mesure de préparer et d'exercer une défense effective.
- ❑ la personne dont la remise est demandée (et l'avocat) doit être en mesure de contester un MAE et de plaider en faveur de sa libération ou de l'application d'un autre instrument de reconnaissance mutuelle de l'UE.

**MAIS**

Manque de mise en œuvre de garanties procédurales dans les procédures transfrontalières

# Le manque de mise en œuvre de garanties procédurales dans les procédures transfrontalières



# Accès à un avocat et à une assistance juridique dans des procédures pénales transfrontalières

Normes minimales contraignantes fixées par

- ❑ Directive 2013/48/UE sur l'accès à un avocat
- ❑ Directive 2016/1919/UE sur l'aide juridictionnelle

# Accès à l'assistance juridique

La présence et la participation active d'un avocat dès les premières étapes de la procédure peuvent **augmenter les chances de libération ou d'application d'un autre instrument de reconnaissance mutuelle de l'UE.**

- PAR EXEMPLE :
  - Les MAE sont délivrés à des fins d'enquêtes avant qu'une affaire soit en état d'être jugée, pour interroger un suspect.
  - Un avocat pourrait plaider en faveur d'une demande de décision d'enquête européenne et demander une audition par vidéoconférence pour l'interrogatoire au lieu d'un MAE



# Obstacles à l'assistance juridique



- ❑ **Double représentation** dans le cadre du MAE; représentation en justice dans l'État d'émission et dans l'État d'exécution
- ❑ Les autorités se contentent d'informer les personnes recherchées de leur droit d'accès à un avocat dans l'État d'émission, mais **aucune assistance pratique**
- ❑ L'accès à l'assistance juridique dans l'État d'émission **dépend largement des relations personnelles et de la capacité financière** des personnes recherchées, de leurs proches ou de leur avocat dans l'État d'exécution à prendre les dispositions nécessaires.
- ❑ Accès à une **assistance juridique de qualité** et à une défense pour les personnes bénéficiant d'aide juridictionnelle

# Accès au dossier juridique dans des procédures pénales transfrontalières

Normes minimales contraignantes fixées par

- ☐ Directive 2012/13 sur le droit à l'information

# Accès au dossier juridique



- ☐ L'accès aux informations détenues par les autorités d'émission est **crucial pour permettre aux avocats de fournir une assistance juridique efficace** et, notamment, de **contester** le mandat d'arrêt national sous-jacent et/ou le MAE.
- ☐ La défense ne peut contester la proportionnalité d'un MAE que **si elle connaît les motifs** sur lesquels repose la décision de délivrer la mesure.

# Obstacles de l'accès au dossier juridique

- Garantir un **délai suffisant** pour l'accès au dossier.
  - Une fois la remise ordonnée, la personne recherchée sera placée en détention et transférée dans l'État membre d'émission, où elle sera à nouveau détenue pendant des jours ou des semaines avant de pouvoir demander l'accès au dossier et contester la détention.
  - Sans accès au dossier avant la remise, la défense ne sera pas en mesure de contester le MAE.



# EIPA

European  
Institute of  
Public  
Administration

